

## Saddam face à l'Histoire

**A**vec les derniers aveux de Tony Blair à la BBC, le doute n'est plus permis. L'invasion de l'Irak et l'exécution de Saddam Hussein, après une parodie de justice, reposaient sur des mensonges.

Pour Tony Blair, avec ou sans armes de destruction massive, il aurait été juste de renverser le régime irakien qui constituait, à ses yeux, une menace. On mesure aujourd'hui les terribles dégâts de cet acharnement. Après avoir été soumis à un embargo barbare depuis 1990, qui a fauché la vie à un million et demi de civils, l'Irak est envahi en 2003 sur un mensonge. D'État laïc, ce pays est devenu un vivier de tous les sectarismes et intégrismes. Ses institutions sont détruites, sa société éclatée, son armée liquidée, son administration dissoute et sa population martyrisée. Ni la démocratie ni le développement ne sont au rendez-vous. La corruption est généralisée et sa principale richesse, le pétrole, est désormais mise aux enchères.

En exécutant le raïs irakien, les occupants pensaient en finir avec le projet autonome qu'il a incarné. Erreur ! De plus en plus d'Irakiens, horrifiés par l'enfer que leur imposent les occupants et leurs supplétifs, regrettent déjà l'ancien régime.

Les interrogatoires du président irakien par le FBI que nous présentons dans ce dossier dressent le portrait d'un homme à mille lieues de l'image du « diable incarné » diffusée par la propagande américaine. Ses erreurs tactiques apparaissent aujourd'hui comme insignifiantes comparés aux crimes de masse prémédités, commis par un Occident imbu de sa supériorité morale. Saddam est lynché, mais les vrais criminels courent toujours. ■

Afrique Asie



Saddam Hussein défiant ses juges-bourreaux lors de son simulacre de procès.

**Histoire d'un crime** Il y a tout juste trois ans, Saddam Hussein était exécuté au terme d'une procédure judiciaire biaisée de bout en bout.

Par Gilles Munier

**L**e président Saddam Hussein a été livré aux Américains début décembre 2003, près de Dour, par un ami chez qui il était caché. Selon l'avocat égyptien Mahmoud al-Mouni, il aurait été aussitôt transféré à l'étranger pour être interrogé, puis ramené sur

le lieu de sa capture. Ce qui est certain, c'est que, arrêté officiellement le 13 décembre, il est apparu épuisé sur les écrans de télévision, comme hébété par l'absorption de drogues. « *Le voir humilié ainsi, sorti de son trou à rats*, déclara alors Toby Dodge, de l'Institut international d'études stratégiques (IISS), [est] une étape de plus dans la



D. Furst / AFP

# Retour sur un procès lynchage

*libération mentale des Irakiens* », organisée cela va sans dire pour démoraliser la résistance irakienne.

Les « vingt interviews et cinq conversations ordinaires » du FBI, déclassifiées en juillet 2009, ne seraient que le *remake soft* des interrogatoires infructueux effectués avant qu'on le déclare prisonnier de guerre. Bien que réalisées

avant son inculpation, et deux ans avant sa condamnation à mort, « Mister George », son intervieweur, y informait Saddam que « *sa vie touchait à sa fin* » !

## ► « Tout cela est du théâtre », dit Saddam

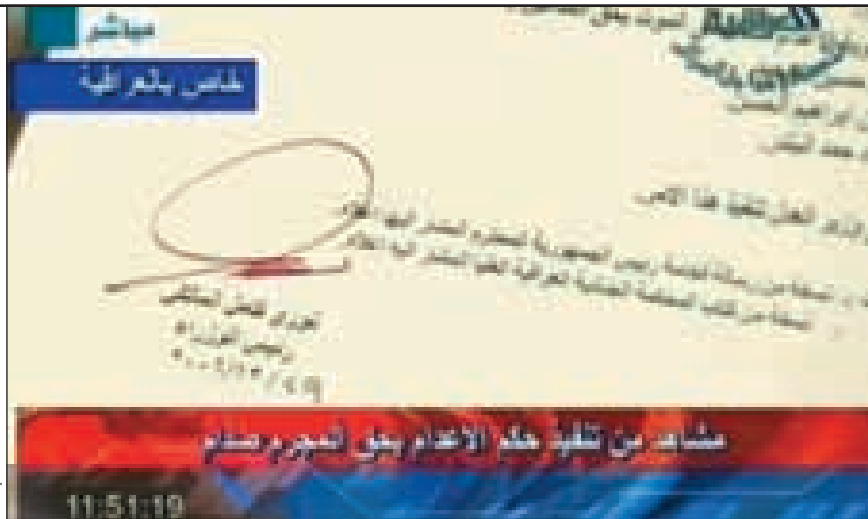
La peine capitale, suspendue après l'invasion, avait été rétablie « *provisoirement* » le 8 août 2004, par le premier

ministre Iyad Allaoui, pour condamner à mort Saddam et ses compagnons, en dépit du principe de la non-rétroactivité de la loi par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Paul Bremer, chef de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), créa, en décembre 2003, un Tribunal spécial irakien (TSI) sans se soucier de légalité ou de légiti- ➤

mité, entendu qu'il était une émanation du département d'État à la Justice des États-Unis, puissance occupante. La constitution du TSI n'a soulevé que des protestations de pure forme, même quand il est apparu que ses statuts n'avaient fait l'objet d'aucune consultation, que ses membres étaient formés en Grande-Bretagne pour jouer un rôle fixé d'avance, qu'aucun critère d'équité et d'impartialité n'était rempli, même pour la galerie.

Dès la première séance, le 1<sup>er</sup> juillet 2004, le raïs se présenta comme « *Saddam Hussein al-Majid, président de l'Irak* », refusa de reconnaître la légitimité du tribunal, rejeta les charges retenues contre lui et déclara : « *Tout cela est du théâtre ; le véritable criminel, c'est Bush.* »

Pour Mouwafak al-Rubaie, directeur de la Sécurité nationale du régime de Bagdad, le procès de Saddam Hussein devait être celui du siècle et faire du nouvel Irak un exemple à suivre. Il n'en fut rien. Les juges sont apparus pour ce qu'ils étaient : des marionnettes aux mains d'opposants en mal de vengeance. Les avocats de la défense n'eurent jamais accès à la totalité du dossier : trente-six tonnes de documents à charge collectés par des agents du FBI ne parlant pas l'arabe, ni ne purent vérifier l'authenticité des pièces remises. Les menaces de mort se multiplièrent contre eux, dont celle de Malek Dohane al-Hassan, ministre de la Justice, qui jura de les « *découper en morceaux* » ! Trois furent assassinés : Saadoun al-Janabi en octobre 2005, Adil al-Zubeidi en novembre 2005 et Khamis al-Obeidi



La signature de Nouri al-Maliki, premier ministre irakien imposé par l'occupant, ratifiant la sentence d'exécution contre le président Saddam Hussein.

en juin 2006. La dépouille de ce dernier, retrouvée près de Sadr City, sous un poster de l'ayatollah Mohammad Sadek al-Sadr, père de Moqtada, présentait des traces de torture. L'avocat avait été promené dans le quartier, ligoté à l'arrière d'un pick-up. Abou Der'ra – le « Zarqaoui chiite » – avait célébré son assassinat en offrant un rafraîchissement général à la population des environs et invité les passants à tirer une balle sur son cadavre « *pour se venger des baasistes* ».

Les juges qui ne jouaient pas le jeu durent démissionner ou furent écartés. Rizgar Muhammad Amin se retira au bout de quatre mois car les « politiques » lui reprochaient de ne pas être assez sévère. Sayeed al-Hamashi fut éloigné quand on découvrit qu'il avait

appartenu au parti Baas, Rauf Rashid Abdul Rahman parce qu'il était natif de Halabja, et Abdullah al-Amiri pour manque de « *neutralité* ». Il avait déclaré que Saddam Hussein n'était pas un dictateur ! Bushra Khalil, avocate libanaise, chiite, fut expulsée, non parce qu'elle avait établi un parallèle entre l'affaire de Doujail pour laquelle le président irakien était jugé et celle d'Abou Ghraib, mais en raison de sa confession. Elle était la seule chiite dans l'équipe de défense. Cela dérangeait les Américains, dit-elle, « *car le dossier perdait son caractère confessionnel* ».

#### ► Rites barbares

Finalement, Nouri al-Maliki, nouveau premier ministre, désigna un membre de la brigade Badr, Mohammad al-Araiby, comme juge. Les pro-Iraniens voulaient en finir vite, car le bruit courait que Donald Rumsfeld avait proposé à Saddam de le libérer en échange d'un appel demandant aux « insurgés » de déposer leurs armes. Le président avait refusé. Les pro-Iraniens ne voulaient courir aucun risque, d'autant qu'on sait aujourd'hui que la résistance avait envisagé de le libérer en attaquant sa prison, et qu'il s'en était fallu de peu pour que l'opération eût lieu.

Le verdict tomba le 5 novembre 2006. Comme prévu, le TSI condamna à mort Saddam Hussein, son demi-frère Barzan al-Tikriti et le juge Awad al-Bandar. Les 300 pages justifiant la décision ne furent remises à la défense que le 22 novembre pour qu'elle n'ait pas le temps de les étudier sérieusement. De toute manière, Saddam avait

## Pendu le jour de l'Aïd al-Adha, fête du sacrifice... et du pardon

L'Aïd al-Adha (ou Aïd el-Kebir) commémore le sacrifice d'Abraham. Pour les musulmans, c'est la fête du pardon, de la réconciliation, de la clémence et de la générosité. Elle a lieu le dixième jour du mois de Dhul Hijja du calendrier lunaire islamique, quarante jours après l'Aïd el-Fitr, qui correspond à la fin du ramadan. La différence de date de sa célébration chez les sunnites et les chiites irakiens n'est pas fonction de l'apparition de la Lune qui clôt le jeûne du ramadan. Sous Saddam Hussein, la date était la même pour les deux communautés. Pour des motifs politico-religieux, les autorités religieuses chiites formant la Hawza de Nadjaf se sont mises depuis 2003 à l'heure de Téhéran. Pour se différencier des sunnites, les Iraniens n'aperçoivent la Lune... qu'un jour plus tard, ce qui décale automatiquement la célébration de cette fête pour les chiites irakiens. ■

interdit à ses avocats de réclamer sa grâce. Comme le dira un membre de l'Union des juristes irakiens : « *Ce procès n'a été qu'une farce dégoûtante...* »

La sentence fut confirmée le 26 décembre. Les autorités d'occupation avaient trente jours pour fixer la date de l'exécution. C'était trop. George Bush voulait que Saddam soit exécuté avant le Nouvel An chrétien et avant un discours qu'il devait prononcer sur sa nouvelle stratégie en Irak. La date l'Aïd al-Adha sunnite fut suggérée par Nouri al-Maliki qui, mariant son fils ce jour-là, ne prévoyait pas d'assister à la pendaison, mais avait ordonné qu'on transporte le cercueil du raïs à son domicile pour fêter l'exécution. Dans la nuit du 30 décembre, les Américains livrèrent Saddam Hussein à ses bourreaux. La *Hawza* de Najaf avait donné son aval au choix de la date, façon barbare de signifier aux Irakiens que le pouvoir religieux avait changé de main, que le rite chiite prévalait désormais dans le pays.

L'exécution fut conçue comme un spectacle multimédia. Une caméra filma officiellement l'événement, doublée par un ou plusieurs téléphones portables, dont celui de Mouwafak al-Rubaie. Tous espéraient voir s'effondrer Saddam à la dernière minute. Le président est monté calmement à la potence sous les insultes des extrémistes de l'Armée du Mahdi invités pour l'occasion. Moqtada al-Sadr était présent mais a démenti avoir participé, masqué, à l'exécution, comme l'affirma, photo à l'appui, un journal saoudien. Saddam a répondu sarcastiquement à un de ceux qui le conspuait : « *Hiya hiy al marjale ?* » (« Est-ce ça, ta virilité ? »), répartie qui remonte aux temps anciens de l'Arabie et de l'islam, intraduisible littéralement car associant virilité et courage, fierté et valeurs chevaleresques. À un autre qui lui a dit d'aller en enfer, il répliqua que l'enfer, c'était ce que l'Irak était devenu. La corde au cou, on ne lui laissa pas le temps de terminer la *shahada*, la profession de foi des musulmans. La trappe s'ouvrit sous ses pieds. Des fanatiques se jetèrent ensuite sur sa dépouille pour tenter de l'égorger. Comme prévu, son cercueil fut exposé au domicile de Nouri

## « Lettre ouverte au peuple irakien »

Expulsé plusieurs fois du tribunal sous prétexte de « *propagande politique* », son micro étant régulièrement coupé pour qu'on n'entende pas ses déclarations, Saddam Hussein a dicté à son avocat, le 15 octobre 2006, une *Lettre ouverte au peuple irakien*. Il y déclarait notamment :

« *Résister à un envahisseur est un droit et un devoir. Cela vaut aussi pour ceux qui ont collaboré avec l'ennemi de l'Est comme de l'Ouest. Mais, je vous demande, mes frères et camarades, à des titres divers, de la courageuse résistance irakienne et à vous, fier peuple d'Irak, de considérer la vérité et la justice dans votre jihad et de ne pas vous laisser entraîner à des réactions exagérées. Je vous demande de garder ouverte la porte du pardon plutôt que celle de la tolérance pour celui qui s'est égaré s'il manifeste le désir d'être bien guidé. Rappelez-vous que vous avez un devoir de le sauver de lui-même et de lui indiquer le bon chemin. Laissez la porte du pardon ouverte pour tout un chacun jusqu'au jour de la libération qui ne saurait tarder si Dieu le veut. [...]*

*Souvenez-vous des récits de nos prophètes miséricordieux, Mohammad et Jésus, fils de Marie, qui ont pardonné à ceux qui les insultaient. N'oubliez pas que Mohammad a pardonné aux païens de La Mecque après sa victoire.* » ■

## Poème de prison : « Ode à l'Irak »

Mon cœur battra puisque mes ennemis ne peuvent l'exiler.  
Et les menottes n'empêcheront pas mes prières d'être entendues.  
Qui a dit que l'Ouest est venu  
avec de bonnes intentions en terre sainte arabe ?  
Qui a dit que l'eau peut enivrer l'homme sage ?  
Qui a dit l'animal capable de protéger la virginité d'une femme ?  
Qui menotte un lion deviendra chef, même si ce n'était qu'un bâtard.  
Je vous prédis que les commerçants  
feront disparaître la civilisation et la dignité.  
Mon corps est encore ferme et ne mollira pas,  
le sang de grands nobles coule toujours dans mes veines.  
L'Irak que nous aimons est une couronne de cœurs  
et le titre des plus grands poèmes.  
Ô Irakien,  
transmets mon respect aux enfants  
qui ont perdu leur jouet sous les décombres de l'occupation.  
Transmets mon respect aux femmes  
dont les vêtements ont été déchirés par la trahison.  
Transmets mon respect au résistant  
qui porte l'habit de la fierté et l'esprit du martyr.  
Ô Irak,  
transmets mon respect à chaque pouce de notre terre qui survit.

Saddam Hussein

► Poème sorti clandestinement de prison et remis à la presse début février 2006  
par les avocats du président irakien.

© G. Munier/X. Jardez – Traduction

À UN AUTRE QUI LUI A DIT D'ALLER EN ENFER,  
IL RÉPLIQUA QUE L'ENFER, C'ÉTAIT CE QUE L'IRAK ÉTAIT DEvenu.

al-Maliki pour égayer les personnalités invitées au mariage de son fils. Le convoi funèbre prit ensuite le chemin d'Al-Awja, près de Tikrit, où son tombeau est devenu un lieu de pèlerinage. ■

**Destin** Déclassifiés en juillet 2009, les interrogatoires du président irakien par « Mr George », du FBI, dressent le portrait d'un homme à mille lieues de l'image du « diable incarné » diffusée par la propagande américaine.

## Saddam face à l'Histoire

Par Gilles Munier

Les entretiens avec Saddam Hussein, rendus publics par le FBI en juillet 2009, sont à lire avec une certaine circonspection. N'étant pas publiés sous forme de questions-réponses, comme l'avait souhaité le président irakien, ils ne reflètent que partiellement sa pensée. Ses empreintes digitales, placées en exergue, sont trompeuses ; elles ne signifient pas qu'il aurait cautionné les procès-verbaux sans réserve. Cela dit, l'intérêt historique du document est incontestable car il met à bas la plupart des thèmes de propagande qui le diabolisaient. Pour atténuer la portée du témoignage, le FBI a produit une conclusion déconnectée des « dits » enregistrés. Alors que le détenu avait déclaré prendre l'entière responsabilité de ce qui s'était passé sous sa présidence, le FBI y affirme que Saddam cherchait à monnayer son silence et à minimiser son rôle pour préserver son image, supputations d'autant moins convaincantes qu'elles apparaissent au sein de passages censurés.

### Égal à lui-même

Interroger officiellement Saddam Hussein n'était pas gagné d'avance. Le prisonnier, peu coopératif, posait ses conditions. Il estimait qu'un président renversé en toute illégalité, par une puissance étrangère, n'avait rien à révéler à ses geôliers. En revanche, il acceptait d'être interviewé sur son parcours de révolutionnaire et de chef d'État. Comme il était hors de question de recourir à la manière forte comme lors de son arrestation, le FBI dut se contenter de ce qu'il consentait à dire, espérant piéger Saddam au détour d'une conversation. Pour y par-

venir, des psychologues avaient aménagé la salle d'interrogatoire, le plaçant... « le dos au mur », et « Mr George », son interrogateur, devant la porte fermée, symbole de la liberté ! Ils croyaient influencer ainsi sur le subconscient du prisonnier ! Le policier, lui, pensait amadouer le président en ayant la haute main sur l'armoire à stylos et papiers nécessaires à Saddam pour écrire des poèmes...

D'entrée de jeu, Saddam mit les points sur les « i ». À la question, réitérée, de savoir s'il avait commis des fautes, il répondit que Dieu, seul, n'en commettait pas, et qu'il était hors de question de discuter des siennes avec ses ennemis. « *Je ne suis pas quelqu'un qui trahit ses amis* », glissa-t-il plus tard. L'opinion de ses contemporains lui importait moins que son image dans 500 ou 1 000 ans. Il était fier de son bilan. En 1968, le peuple irakien « *n'avait virtuellement rien* ». Après l'arrivée au pouvoir du parti Baas, le niveau de vie s'était considérablement amélioré dans les domaines de l'éducation et de la santé. La nationalisation de l'industrie pétrolière avait permis de créer des infrastructures modernes et d'effectuer un bond en avant économique, en particulier dans l'agriculture négligée par les régimes précédents. Restait, il en convenait, le déficit en matière de démocratie : en 1989 et en 2002, il avait essayé d'instaurer le multipartisme. Malheureusement, la nouvelle Constitution n'avait pas pu être votée en raison du déclenchement des guerres du Golfe.



Il n'y avait là rien qui intéressât « Mr George », mais cela faisait bien longtemps que le bilan de trente ans de baasisme n'avait pas été noyé dans un flot d'invectives et de désinformations. Il n'y avait rien, non plus, que les spécialistes de l'Irak ne sachent déjà, à quelques détails près. Mais en rapportant, sans polémique, la rela-

**FAIT INDÉNIABLE, SADDAM HUSSEIN**  
EST PERÇU DANS LE MONDE MUSULMAN COMME UN **MARTYR**.



M. Sliedh / AFP

*Le tombeau de l'ancien président irakien, dans son village natal Al-Awja, est devenu un lieu de pèlerinage qui ne désemplit pas.*

tion par Saddam Hussein de la prise du pouvoir par le parti Baas en 1968, des complots auxquels il avait fait face, de la guerre Iran-Irak ou de son soutien à la résistance palestinienne, le FBI a dressé à son corps défendant le portrait d'un révolutionnaire mû par ses convictions : « *Quand je crois à des principes, j'y crois totalement, pas partiellement ou graduellement, totalement.* » À la question de son avenir s'il avait quitté le pouvoir, il répondit qu'il serait « *redevenu une per-*

*sonne ordinaire, peut-être un paysan* », mais toujours membre actif du parti Baas.

#### ► **Un révolutionnaire intransigeant**

Alors, Saddam, un « dictateur » ? « *Certes* », disent certains opposants, mais ils ajoutent que des précisions sont nécessaires : « *Il faut se demander quel genre de dictateur. Quel était son projet, quelles furent ses réalisations ? Qui gênaient-elles ? Avec la destruction de l'Irak après*

*l'agression d'avril 2003, il restera dans la mémoire de la majorité des Arabes comme un révolutionnaire intransigeant qui voulait faire de l'Irak une puissance régionale moderne, a soutenu le peuple palestinien, et qui, pour ces raisons, a dû affronter les États-Unis, Israël, l'Iran et les rebellions soutenues par ces pays.* » Pas étonnant, dans ces conditions, que Saddam Hussein soit perçu dans le monde musulman comme un martyr. ■

**Verbatim** Les confessions de l'ancien président irakien, publiées par le FBI en juillet 2009, donnent un nouvel éclairage sur les événements clés de son règne tant décrié, au moment où les mensonges de ses tombeurs, et en premier lieu de Tony Blair, apparaissent au grand jour.

## Dixit Saddam



### « Mr George » et le « détenu de haute valeur numéro 1 »

« Mr George » a acquis une certaine notoriété en janvier 2008 quand CBS News a révélé sa véritable identité et l'a présenté comme « l'Américain connaissant le mieux Saddam Hussein » dans sa prestigieuse émission 60 minutes. Mr George, alias George Piro, est arrivé aux États-Unis à 12 ans avec ses parents, chrétiens libanais, qui fuyaient la guerre civile. Après son service militaire dans l'US Air Force, il s'est engagé dans la police de Californie et est entré au FBI où les agents parlant couramment l'arabe étaient peu nombreux. En février 2004, il fut intégré à l'équipe – liée à l'Iraq Survey Group (ISG) de Charles Duelfer – chargée de « faire parler » le président irakien sur les armes de destruc-

tion massive, ses liens supposés avec Ousama Ben Laden... et de lui extorquer des informations sur la résistance irakienne.

Piro doit sa désignation comme intervieweur à Jerrold Post, profileur en chef de la CIA, et l'Israélien Amatzia Baram, professeur à l'université de Haïfa, qui passent pour des spécialistes de la personnalité de Saddam Hussein. Ils pensaient qu'il serait plus facile à un jeune Arabe de conquérir la confiance du « détenu de haute valeur numéro 1 ».

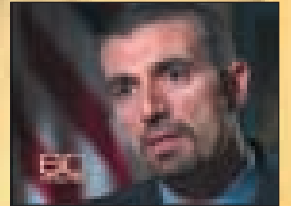
L'interrogatoire de Saddam Hussein et d'autres dirigeants baasistes ont valu à George Piro deux décorations et

assuré sa promotion. En attendant d'écrire ses mémoires, il raconte dans des conférences sur la sécurité comment il a débriefé le président irakien. Succès assuré! ■

### Saddam et les armes de destruction massive

« Mr George » aborde la question des armes chimiques à plusieurs reprises. Sans leur utilisation contre l'Iran, demanda-t-il à Saddam le 8 février, l'Irak aurait-il perdu la

**MR GEORGE, ALIAS GEORGE PIRO, EST ARRIVÉ AUX ÉTATS-UNIS À 12 ANS AVEC SES PARENTS, CHRÉTIENS LIBANAIS, QUI FUYAIENT LA GUERRE CIVILE.**



Photos : D. R.

*De gauche à droite, un pont détruit à Bagdad par les Américains en 1991. Troupe de danse féminine. Saddam Hussein en photo souvenir avec ses geôliers en 1964. En médaillon, Georges Piro, l'enquêteur du FBI. Une femme irakienne en costume acadien.*



guerre ? « *Je n'ai pas de réponse à ça. Je ne répondrai pas* », mais il rappelle que l'Iran a fait, d'abord, usage d'armes chimiques en septembre-

octobre 1981, à Mohammara (Khorramchahr, en persan).

À propos de la résolution 687 de l'Onu exigeant que l'Irak reconnaisse l'existence d'armes chimiques et accepte leur destruction, il fit remarquer que les États-Unis avaient utilisé des armes interdites au Viêt-Nam mais que personne n'était allé inspecter la Maison-Blanche. « *Si j'avais eu ces armes [prohibées], aurais-je laissé les forces US s'installer au Koweït sans attaquer ?* » La commission britannique Chilcot, qui enquête actuellement sur l'intervention militaire menée en Irak, a confirmé que les Occidentaux savaient qu'il n'en possédait plus, et obligé Tony Blair à reconnaître le 12 décembre, dans une inter-

view sur la BBC, que la guerre était quasiment dirigée contre Saddam et ses deux fils.

Curieusement, bien qu'un passage du rapport du FBI dise que Saddam a été interrogé sur la guerre chimique au Kurdistan irakien, ses réponses ne sont rapportées nulle part, ce qui laisse penser que la bataille de Halabja ne s'est pas déroulée comme les médias occidentaux l'ont affirmé. ■

### Ben Laden et la politisation de l'islam

Saddam Hussein n'avait évidemment rien à voir avec l'attentat contre le World Trade Center du 26 février 1993, pas plus qu'avec ceux du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles. Il a affirmé n'avoir jamais rencontré Oussama Ben Laden qu'il assimile à un zélate, ni coopéré avec lui. L'Irak et Al-Qaïda n'avaient pas les mêmes ennemis. Son pays était opposé à la politique des États- ➤

« SI J'AVAIS EU CES ARMES, AURAI-JE LAISSÉ  
LES FORCES AMÉRICAINES S'INSTALLER AU KOWEÏT SANS ATTAQUER ? »

Unis, ce qui était différent. S'il avait voulu s'entendre avec les ennemis des États-Unis, il l'aurait fait avec la Corée du Nord, avec qui l'Irak entretenait des relations, ou avec la Chine. Cela dit, il était opposé à quiconque collaborait avec l'Occident contre son pays.

Saddam dit à « Mr George » qu'il croyait en Dieu mais n'était pas un fanatique. La vision qu'avait Ben Laden de l'islam n'était pas la sienne. Il pensait qu'il ne fallait pas mélanger la religion et la politique. L'idéologie baasiste n'est pas religieuse ; dans son parti, on ne savait pas obligatoirement qui était sunnite, chiite ou chrétien. Lui-même avait appris que Tarek Aziz était chrétien longtemps après leur première rencontre. Il a démenti que la presse irakienne ait applaudi aux attentats du 11-Septembre. En revanche, elle s'était interrogée sur les raisons qui pouvaient pousser des hommes à commettre de tels actes. ■

### Saddam et la guerre Iran-Irak

Après les accords d'Alger de 1975 entre l'Irak et l'Iran, le gouvernement irakien informa l'ayatollah Khomeiny, réfugié en Irak, qu'il ne « *serait jamais remis* » au chah, mais que, en tant qu'« *invité* », il ne devait plus s'ingérer dans les affaires iraniennes. « *Khomeiny refusa de cesser ses activités et déclara que si elles étaient contraires à la politique de l'Irak, il partirait* », dit Saddam Hussein. Il essaya de se rendre au Koweït qui lui refusa l'entrée. Si l'Irak ne l'avait pas réadmis sur son territoire, l'ayatollah aurait peut-être été livré à l'Iran, mais cela n'aurait rien changé, ajoute Saddam, le peuple iranien « *ne voulait plus du chah, Khomeiny était devenu un symbole* ». À la question de savoir si l'ayatollah irakien Muhammad al-Sadr, exécuté en 1980 à Bagdad, pouvait lui aussi devenir un « symbole », Saddam répondit : « *Peut-être* ».

Concernant les origines de la guerre Iran-Irak, Saddam rappelle qu'avant le 29 septembre 1980, date du déclenchement de la guerre, il y avait eu « *540 attaques* » iraniennes contre l'Irak, dont 249 raids aériens ou incursions. Des bateaux irakiens et étrangers avaient été coulés dans le Chatt al-Arab, des raffineries bombardées. Les Nations unies en étaient informées. Quel était l'objectif de la guerre ? lui demanda « Mr George ».

C'est à l'Irak de répondre, c'est lui qui l'a déclenchée. Un fanatique religieux comme Khomeiny, dit Saddam, « *pensait que tous les dirigeants étaient pareils au chah et qu'ayant renversé celui-ci, il pourrait faire de même ailleurs, y compris en Irak* ». Malgré cela, il ne regrettait pas de l'avoir si bien accueilli à Nadjaf. ■

### 1990 : le Koweït et le complot américano-sioniste

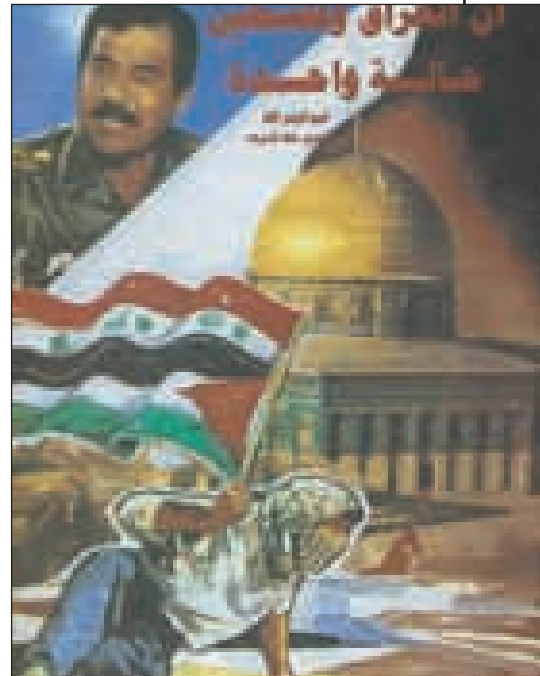
Alors que les États-Unis sont à l'origine de la première guerre du Golfe, en 1991, on se demande ce que cherchait le FBI en consacrant à ce sujet pas moins de cinq longs entretiens Avec Saddam Hussein. Celui-ci a récapitulé pour « Mr George » les événements ayant abouti à l'entrée des troupes irakiennes au Koweït en août 1990, notamment la baisse du prix du pétrole à 7 dollars le baril pour empêcher l'Irak de rebâtir ses infrastructures. Saadoun Hamadi, ministre irakien des Affaires étrangères, revenant du Koweït, était convaincu qu'une conspiration contre l'Irak s'y tramait avec une « grande puissance ». Des manœuvres militaires avaient été organisées par le général américain Schwarzkopf au Koweït, au cours desquelles l'Irak était désigné comme l'ennemi. Parallèlement, les Koweïtiens qui réclamaient le remboursement des aides allouées à l'Irak pendant sa guerre contre l'Iran reconnaissaient avoir volé des milliards de dollars de pétrole en effectuant des forages transversaux sous la frontière.

Selon Saddam Hussein, les États-Unis ont pris l'Irak pour cible en raison des pressions exercées par Israël et le lobby militaro-industriel américain sur la politique étrangère des États-Unis. Les Irakiens ont découvert après l'occupation de l'émirat des documents accréditant la thèse du complot.

L'attaque du Koweït a été décidée en raison de l'absence de toute solution politique à la crise et avant que la construction de ses lignes de défense ne soit achevée, derrière lesquelles l'armée américaine devait s'installer. C'était une guerre préemptive. L'émi-

rat a été envahi en deux heures et demie. Ses dirigeants, placés au pouvoir par les Britanniques, se sont enfuis ou ont été expulsés. Le Koweït a été déclaré « 19<sup>e</sup> province » tout simplement parce que, historiquement, c'est une terre irakienne. Saddam a nié que les troupes irakiennes y aient commis des atrocités. Il a précisé qu'en ce domaine il souscrivait à un document plus ancien que la Convention de Genève : le Coran qui prescrit de traiter les prisonniers de guerre avec noblesse.

Saddam a dit avoir donné personnel-



lement l'ordre de lancer des missiles Scud sur Israël, car la « *puissance sioniste* » était à l'origine des malheurs de l'Irak. ■

### Le soutien de l'Irak au peuple palestinien

L'Irak a toujours reconnu l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme seul représentant légal du peuple palestinien, dit Saddam Hussein. Il a qualifié les relations avec la centrale palestinienne de « bonnes ». Celles avec les organisations palestiniennes étaient

LA VISION QU'AVAIT BEN LADEN DE L'ISLAM N'ÉTAIT PAS LA SIENNE.  
IL PENSAIT QU'IL NE FALLAIT PAS MÉLANGER LA RELIGION ET LA POLITIQUE.



Photos: D. R.

*De gauche à droite : Une affiche représentant la communauté de destin entre l'Irak et la Palestine. Saddam en visite au Kurdistan irakien. Ezzat al-Douri, l'actuel chef de la résistance clandestine. Avec Chirac à Bagdad.*

parfois houleuses. En 1978 par exemple, le Fatah avait fermé ses bureaux à Bagdad après avoir distribué des tracts critiquant le gouvernement irakien. L'Irak soutenait le Front de libération de la Palestine (FLP) dirigé par Abou Abbas et l'Organisation d'Abou Nidal, dans la mesure où ils n'avaient pas d'activités anti-irakiennes, s'abstenaient d'actes terro-

ristes et ne s'ingéraient pas dans les affaires de l'OLP. Il a reconnu que les services secrets irakiens avaient aidé Abou Abbas, mais, du fait des contraintes budgétaires dues à l'embargo, pas autant que les États-Unis le croyaient. Saddam a ajouté : « Nous appelons à une lutte militaire pour reprendre les terres arabes. » Il a dit

que les opérations planifiées contre Israël n'étaient pas du terrorisme, mais des actions menées pour libérer des terres arabes. Le rôle d'une organisation palestinienne est de lutter à l'intérieur, non à l'extérieur. Ceux qui négociaient avec l'ennemi – à la demande de Yasser Arafat – n'étaient pas soutenus par l'Irak.

Abou Abbas a été arrêté par les Américains en Irak en avril 2003. Il a été interrogé plusieurs mois durant avec la participation d'agents du Mossad. Il est mort sous la torture, le 8 mars 2004. ■

### Résistance

**M**r George a interrogé Saddam sur ses activités en avril 2003. Le président lui a répondu qu'il était resté à Bagdad jusqu'au 10 ou 11 avril, c'est-à-dire après l'entrée des troupes américaines. Il a alors réuni les hauts dirigeants du pays et leur a notamment déclaré : « *Nous allons nous battre en secret* », puis il est entré dans la clandestinité. ■

### Tortures américaines : le témoignage de Saddam Hussein

**L**e *New York Daily News* a publié, le 5 mai 2009, la traduction en anglais, déclassifiée par les autorités américaines, d'une lettre du président Saddam Hussein, remise fin 2003 à ses geôliers. Il y évoquait, dix jours après son arrestation, ses conditions de détention et les tortures qu'il avait subies. « *S'ajoutant aux coups reçus lors de ma capture, le gang qui me détenait n'a épargné aucune partie de mon corps qui porte encore les traces douloureuses de leurs agissements.* » Il écrivait que son lieu de détention avait été transformé « *en centre de torture pour les prisonniers, de nuit en général, mais aussi de jour* ». « *La plupart du temps, les bruits inquiétants de ceux qui sont interrogés ou torturés s'entendent. Je ne crois pas que quiconque ayant un cœur sensible et un sentiment d'humanité puisse dormir au milieu des hurlements des tortionnaires et des torturés...* » ■

« LE RÔLE D'UNE ORGANISATION PALESTINIENNE  
EST DE LUTTER À L'INTÉRIEUR, NON À L'EXTÉRIEUR. »

**Irak** L'agression anglo-américaine a ébranlé le pays. Pis, la volonté délibérée de le briser oriente l'action des occupants depuis près de deux décennies et fabrique la crise profonde qu'il traverse. Plus qu'une faute, une volonté de meurtre !

## Bilan d'un crime

Par David Alexandre

**E**n quelques mois d'occupation, le pouvoir militaire anglo-américain a frappé la nation des deux fleuves dans ses forces vives : désorganisation des rouages essentiels de l'État et de la société civile pour les paralyser, encouragement des forces les plus rétrogrades et affrontements sectaires provoqués à dessein, dégradation des conditions de vie et de sécurité des citoyens, rapports sociaux dominés par un clientéliste mercantile. Cette action destructrice se poursuit. Diviser pour régner.

### ► Ruine de l'État et de la société

Le ton a été donné à l'arrivée des forces de la « coalition » à Bagdad, le 7 avril 2003. En quelques jours, le Musée national est attaqué par des voyous, munis d'une description précise et de la localisation des pièces les plus importantes. Ils le pillent et le dépouillent d'une grande partie de ses trésors, sous le regard passif de militaires américains. Au même moment, la Bibliothèque nationale est la proie des flammes, des maisons de dignitaires et surtout des ministères, signalés aux pillards par les forces d'occupation, sont vidés de leur contenu, tandis que plusieurs banques voient leurs portes enfoncées par des blindés américains permettant aux voleurs de s'emparer de leurs réserves. Significativement, seul le ministère du Pétrole fut protégé.

Ce n'est qu'un début. Le premier administrateur civil de l'Irak, Jay Garner, ayant manifesté des velléités de stabiliser le pays, est rapidement écarté au profit de Paul Bremer. Celui-ci s'empresse de dissoudre l'armée, les forces de sécurité et les services secrets irakiens le 23 mai 2003. Quelques jours plus tard, il tente de supprimer le statut égalitaire de la femme, instauré par Saddam Hussein

### Destruction préméditée

**Q**uelques déclarations sous forme d'aveux de responsables de premier plan : le 12 mai 1996, Leslie Stahl interrogeait Madeleine Albright, ambassadrice des États-Unis à l'Onu : « *Nous avons appris que 500 000 enfants irakiens sont morts, plus que les morts de Hiroshima. Est-ce que vous croyez que cela en vaut la peine ?* » Albright répondit : « *Je pense que c'est un choix très difficile, mais nous pensons que le prix en vaut la peine.* »

Le 18 mars 2003 (deux jours avant l'agression anglo-américaine), Ari Fleisher, porte-parole de la Maison-Blanche, précisait que les forces américaines entreraient en Irak pour désarmer le pays, même si Saddam Hussein s'exilait, se conformant à l'ultimatum de George W. Bush.

Interrogé le 12 décembre 2009 pour savoir s'il aurait engagé son pays dans la guerre, même si Saddam Hussein n'avait pas disposé d'armes de destruction massive, Tony Blair, alors premier ministre du Royaume-Uni, a répondu : « *J'aurais continué à penser qu'il était juste de le renverser. Évidemment, nous aurions employé et développé des arguments différents quant à la nature de la menace.* » La coalition Stop the War estime que les déclarations constituent un « *aveu de crimes de guerre* ». Elle appelle à lancer des « *poursuites judiciaires* » contre Blair « *s'il réitère cet aveu à l'enquête parlementaire sur l'Irak* ». ■

sur la base d'une lecture progressiste de la *shari'a* (loi) musulmane. Cette première tentative de régression fut courageusement rejetée par les fonctionnaires du ministère de la Justice.

Bremer nomma aussi un conseil de gouvernement en choisissant ses membres parmi les opposants au régime baasiste (parfois d'une moralité douteuse, comme l'escroc Ahmad Chalabi), mais aussi parmi les chefs religieux, tribaux et ethniques, auxquels il accorda une importance croissante. Il réveilla ainsi les tendances centrifuges du communautarisme et du tribalisme que le Baas avait tenté de

juguler au profit de la citoyenneté. Bremer a aussi voulu liquider les mesures de protection sociale, au nom du libéralisme économique. Après son départ, un trou de neuf milliards de dollars a été découvert puis... oublié.

Poussés sur une pente descendante, accélérée par des provocations incessantes et des invitations à collaborer avec l'occupant et ses agents, les Irakiens sont prisonniers de cette dynamique qui broie leur pays. Six ans plus tard, le désordre y règne. Si, en apparence, la résistance a reculé du fait de la politique de ralliement, la violence est partout présente : règlements de

**DIVISER POUR RÉGNER. SEULS PARLENT LE LANGAGE  
DE L'ARGENT ET CELUI DE LA FORCE BRUTALE.**



© Chappatte dans «Le Temps» - ejibeat.com

comptes, enlèvements et rançons contraignent jusqu'aux députés à circuler entourés de dizaines de gardes du corps. Il en est de même pour toute personne occupant une position en vue. Les simples citoyens, eux, sont abandonnés à l'arbitraire des fiers-à-bras autant qu'aux agents de l'État. Seuls parlent le langage de l'argent et celui de la force brutale. L'exaspération des sectarismes religieux, clanique, régional ou partisan contribue à morceler la société en micro-féodalités rivales, sans projet autre que l'avidité à s'imposer.

#### ► Exode massif

Le système d'enseignement et celui de santé (jusqu' alors des phares dans la région) se sont émiettés et se déclinent selon les clivages et les fractures de la société. Leur qualité s'est terriblement dégradée, la perte du pouvoir d'achat y a introduit vénalité, concussion, irresponsabilité et incompétence.

Les praticiens les plus qualifiés ont été contraints de composer avec cette situation, ceux qui ont pu le faire sont partis. On estime que quatre à six millions d'Irakiens ont fui en Syrie, en Jordanie, dans les pays du Golfe ou ailleurs. Ils traînent parfois leur misère, d'autres fois monnaient leurs compétences, et dans tous les cas portent leur mélancolie. Ceux qui restent sont passés sous les fourches caudines des bigots, des fanatiques et des intriguants, quand ils ne sont pas interdits d'exercer ou sont assassinés. Certains départements universitaires ou médicaux se retrouvent avec le dixième de leurs effectifs.

L'analphabétisme diffuse dans les jeunes générations, contraintes de travailler, ou plutôt de bricoler, pour aider les proches à survivre. La pauvreté a jeté nombre de malheureuses, souvent veuves de guerre, dans la prostitution. Près du tiers des Irakiens

seraient des déplacés à l'intérieur du pays, fuyant la secte qui n'est pas la leur, expulsés de chez eux pour cause religieuse ou politique, ou encore victimes de chefs de bande avides de s'emparer de leurs biens ou de leur logement. Le pillage des antiquités fait vivre ceux qui furent leurs gardiens. Les fortunes opulentes, montées très vite, côtoient la misère la plus noire.

La rupture entre Kurdes et Arabes, plus profonde que celle qui sépare sunnites et chiites, s'approfondit avec l'ignorance de la langue arabe de plus en plus prononcée dans la jeunesse kurde. Le pouvoir apparemment plus stable dans la région autonome est en permanence menacé par la montée en force des opposants au tandem au pouvoir, autour de Barzani et de Talabani. Lorsque ce dernier aura terminé son mandat à la présidence irakienne, il n'est pas exclu que cette coalition se rompe... les armes à la main. Parmi les sunnites et les chiïtes aussi les rivalités éclatent souvent. Sans oublier les Turkmènes, les chrétiens, et quelques autres. Bref en l'absence d'un pouvoir fort avec un projet fédérateur, comment tenir l'Irak ? Où est passé Saddam ? ■

**LES SIMPLES CITOYENS SONT ABANDONNÉS À L'ARBITRAIRE  
DES FIERS-À-BRAS AUTANT QU'AUX AGENTS DE L'ÉTAT.**